

Renouveler les liens économiques entre l'Afrique et les États-Unis : une quête pour plus de commerce et d'investissement

Policarpo Gomes CAOMIQUE, Fatimata BELEM, Sampawende Jules TAPSOBA

- ➔ POLICARPO GOMES CAOMIQUE, Université fédérale de Santa Maria (UFMS), Rio Grande do Sul, Brésil.
- ➔ FATIMATA BELEM, Consultant indépendant et ancien directeur des opérations, MINUSMA, Nations unies, Mali.
- ➔ SAMPAWENDE JULES TAPSOBA, Senior Fellow Ferdi, Économiste en chef adjoint et directeur de la gestion des données et développement des modèles (Data Management and Model Development), Afreximbank.

Ce document examine les relations économiques entre les États-Unis et l'Afrique, en se concentrant sur le commerce et l'investissement. Il passe en revue les interactions historiques et contemporaines, en faisant valoir que l'engagement des États-Unis en Afrique a été largement limité par des facteurs géopolitiques, ce qui s'est traduit par des niveaux d'échanges et d'investissements inférieurs aux attentes.

.../... Pour renforcer ces liens, les décideurs américains et africains doivent réévaluer leurs stratégies, notamment en élaborant des cadres politiques visant à rendre l'Afrique plus attractive pour les investissements et le commerce, en tirant parti de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), en s'alignant sur les initiatives existantes et en mobilisant les ressources de la diaspora africaine aux États-Unis.

► Introduction

L'engagement des États-Unis en Afrique repose davantage sur des considérations idéologiques et géopolitiques qu'économiques. Les rivaux géopolitiques, en particulier la Russie et la Chine, renforcent de plus en plus leurs liens avec l'Afrique. Par exemple, la Chine s'est positionnée comme le plus grand partenaire commercial de l'Afrique et comme un acteur important en matière d'investissement dans les infrastructures, principalement par le biais de son initiative « la Ceinture et la Route ». Dans plusieurs pays africains, la Russie s'est positionnée comme le principal partenaire en matière de sécurité dans le cadre de l'organisation Africa Corps, le nouveau nom du groupe Wagner. Cette lutte d'influence a considérablement façonné les politiques des États-Unis à l'égard de l'Afrique et joue un rôle essentiel dans la dynamique économique et de gouvernance du continent.

La transformation du paysage socio-économique de l'Afrique présente un contraste frappant avec son potentiel économique inexploité. L'Afrique est sur le point de devenir une puissance économique importante, soutenue par une population d'environ 1,5 milliard d'habitants et un PIB estimé à environ 3,1 billions de dollars. Cette production devrait croître de 4 à 5 % par an au cours des cinq prochaines années. La composition démographique du continent est également avantageuse, caractérisée par une population jeune et en pleine croissance, qui

constitue non seulement une base de consommateurs solide, mais offre également le potentiel d'un marché du travail dynamique.

Couvrant une superficie d'environ 30 millions de kilomètres carrés, l'Afrique est le deuxième plus grand continent et est riche en ressources naturelles inexploitées. Elle contient 90 % des gisements de cobalt, 64 % des réserves de manganèse et 60 % des réserves de diamants. En outre, l'Afrique détient 50 % des réserves mondiales d'or et de phosphate, 75 % de la production mondiale de cacao et 60 % de la production de café (Oramah, 2018). En ce qui concerne les richesses minérales, l'Afrique comprend 30 % des réserves minérales mondiales, 8 % des réserves de gaz naturel et 12 % des réserves de pétrole. En outre, elle possède 40 % des réserves mondiales de platine et d'uranium. Le continent est également remarquable pour son potentiel agricole, puisqu'il abrite 65 % des terres arables du monde et 10 % des sources d'eau douce renouvelables (Programme des Nations unies pour l'environnement, 2024).

Ce document évalue les relations économiques entre les États-Unis et l'Afrique, en se concentrant plus particulièrement sur le commerce et l'investissement. La recherche sur ces dimensions a été limitée, une grande partie de la littérature se concentrant sur les liens avec l'Europe dictés par l'héritage colonial ou sur les nations BRICS en raison de leur rôle croissant dans l'économie mondiale. Nous analysons de manière critique les interactions économiques historiques et contemporaines entre les États-Unis et les pays africains, en offrant une perspective d'avenir sur les engagements potentiels futurs.

Nous soutenons que l'engagement économique entre les États-Unis et l'Afrique a été principalement limité par des facteurs géopolitiques, ce qui s'est traduit par des niveaux de commerce et d'investissement qui n'ont pas été à la hauteur des attentes. Cet écart souligne la nécessité pour

les décideurs américains et africains de réévaluer et d'améliorer les stratégies visant à renforcer les liens commerciaux et d'investissement. Les stratégies potentielles peuvent impliquer la formulation de cadres politiques visant à renforcer l'attrait du continent pour les investissements et le commerce par le biais de réformes structurelles globales. L'exploitation de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), l'alignement sur les initiatives de coopération existantes et la mobilisation des ressources de la diaspora africaine aux États-Unis pourraient permettre d'approfondir les liens en matière de commerce et d'investissement entre les deux blocs.

Le reste de ce document est structuré comme suit : la section 1 offre un aperçu concis des relations économiques entre les États-Unis et les nations africaines. La section 2 examine les dernières tendances et avancées dans la dynamique du commerce et de l'investissement entre ces deux régions. La section 3 présente des recommandations de politique stratégique visant à renforcer la collaboration économique par le biais d'activités commerciales et d'investissement accrues. La dernière section résume nos résultats et nos conclusions.

► 1. Retour en arrière : un bref rappel historique

Les relations économiques entre les États-Unis et l'Afrique plongent leurs racines dans des contextes historiques qui remontent à plusieurs siècles. Principalement caractérisées par l'extraction de rentes et influencées par des intérêts géopolitiques, ces relations ont été marquées par un manque d'engagement continu. En conséquence, les flux commerciaux et d'investissement entre les deux régions ont diminué bien en deçà des attentes au cours des dernières années.

Le lien historique entre l'Afrique et les États-Unis découle de la traite transatlantique des es-

claves, motivée par la demande de main-d'œuvre pour les plantations du sud et les exploitations de coton. La pénurie de main-d'œuvre des colons blancs et des Amérindiens a conduit les marchands d'esclaves euro-américains à transporter de force des Africains réduits en esclavage pour soutenir l'économie des plantations du Sud (Falola & Njoku, 2020). Les principales régions concernées comprenaient la « côte des esclaves » (baie du Bénin), la Sénégalie, la « Gold Coast » et la baie du Biafra, avec des comptoirs commerciaux tels que Gorée, Cape Coast et Lagos (Oyebade, 2018). De l'esclavage au début du ^{xx}e siècle, la politique économique des États-Unis s'est concentrée sur les Amériques, l'Europe et l'Asie, négligeant principalement l'Afrique, essentiellement gérée par les intérêts coloniaux européens (Oyebade, 2018; Falola & Njoku, 2020).

La Seconde Guerre mondiale a modifié l'approche économique américaine à l'égard de l'Afrique en raison de son importance stratégique. La perte de l'Asie du Sud-Est face aux forces japonaises a contraint les États-Unis à se tourner vers l'Afrique pour y trouver des matières premières essentielles, notamment le minerai de fer du Liberia, l'étain du Nigeria, le manganèse du Ghana, les diamants de la Sierra Leone et divers minerais d'Afrique du Sud et du Congo belge. L'Afrique est également devenue un fournisseur clé de produits agricoles essentiels tels que l'huile de palme, le cacao et le caoutchouc, provenant principalement du Nigeria, du Ghana, de la Sierra Leone et du Liberia (Oyebade, 2018).

La fin de la Seconde Guerre mondiale a déclenché la guerre froide, qui a remodelé la politique économique américaine en Afrique. L'objectif premier était d'empêcher la propagation du communisme (Tieku, 2012). Les initiatives américaines se sont concentrées sur le développement économique et la modernisation, considérés comme des stratégies vitales pour réduire la pauvreté - un problème que les responsables considéraient comme un terrain propice à la propagation des

idéologies communistes en Afrique (Woronoff, 2009 ; Kalu, 2018). L'administration du président Kennedy (1961-1963) a soutenu activement la décolonisation de l'Afrique et a créé l'Agence pour le développement international (ADI). La présidence Nixon, de 1969 à 1974, s'est attachée à réduire les interventions et à donner la priorité aux intérêts des États-Unis, en s'engageant stratégiquement avec l'Afrique du Sud et le Nigéria pour renforcer les relations économiques en Afrique. L'administration du président Carter (1977-1981) a marqué un engagement renouvelé avec l'Afrique, en mettant l'accent sur le développement et les droits de l'homme.

Les questions économiques ont été laissées de côté pendant un certain temps après la fin de la guerre froide. Après la guerre froide, les États-Unis ont donné la priorité à la sécurité par le biais des opérations militaires et de maintien de la paix des Nations unies. Les initiatives économiques ont commencé au début des années 2000 avec la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA) du président Clinton, qui visait à renforcer les échanges commerciaux avec l'Afrique. Le président Bush s'est concentré sur l'allègement de la dette et le commerce, tandis que le président Obama a mis l'accent sur la bonne gouvernance et l'aide au développement. En revanche, la présidence du président Trump (2017-21) a mis en œuvre des politiques « America First », entraînant des réductions de l'aide étrangère et des mesures protectionnistes affectant des nations comme l'Égypte et l'Afrique du Sud. L'administration du président Biden a revitalisé les relations entre les États-Unis et l'Afrique, en soutenant l'adhésion de l'Union africaine au G20 et en visant à stimuler le commerce, l'investissement et la coopération en matière de sécurité.

Une analyse des relations économiques historiques et contemporaines entre les États-Unis et l'Afrique indique que les considérations géopolitiques ont principalement façonné et limité l'engagement économique des États-Unis.

► 2. Liens économiques entre les États-Unis et l'Afrique

Cette section passe en revue les dernières tendances et avancées dans la dynamique du commerce et de l'investissement entre ces deux régions.

Commerce

Le commerce entre les États-Unis et l'Afrique, en particulier l'Afrique subsaharienne, est régi par l'AGOA, promulguée en 2000. Le cadre législatif de l'AGOA permet l'exportation en franchise de droits de quelque 6 900 produits des pays d'Afrique subsaharienne éligibles vers les États-Unis, ce qui a un impact significatif sur le commerce et les investissements régionaux. Depuis son lancement, l'AGOA a attiré des investissements directs étrangers (IDE), stimulé la croissance du commerce et créé des emplois. Elle offre aux entreprises et aux entrepreneurs africains un avantage stratégique pour pénétrer les marchés américains. Pour bénéficier de l'AGOA, les pays africains éligibles doivent élaborer des stratégies nationales qui permettent aux entreprises locales d'utiliser efficacement leurs dispositions. Comme pour la plupart des programmes proposés par les États-Unis, l'éligibilité est subordonnée à l'adoption de réformes qui semblent motivées par des considérations idéologiques. Dans le cas de l'AGOA, les critères d'éligibilité comprennent l'adhésion à une économie de marché, l'établissement de cadres juridiques, la promotion du pluralisme politique, la réduction des barrières commerciales, la réduction de la pauvreté, la lutte contre la corruption et la protection des droits de l'homme. En octobre 2024, 32 pays d'Afrique subsaharienne répondront à ces critères, tandis que 17 n'y répondront pas. L'AGOA a renforcé le commerce entre les États-Unis et l'Afrique, principalement dans les secteurs de l'automobile et du textile.

Ces dernières années, les relations commerciales entre les États-Unis et l'Afrique n'ont pas répondu aux attentes, notamment en ce qui concerne la

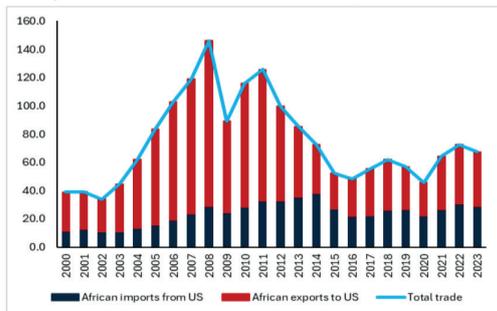
lutte contre l'influence des puissances mondiales émergentes. Depuis le début des années 2000, le commerce entre les États-Unis et l'Afrique a connu trois phases (voir **figure 1, panneau A**). De 2002 à 2008, les échanges sont passés de 34 à 146 milliards de dollars. Toutefois, la crise financière mondiale a entraîné un déclin, les échanges tombant à 52,2 milliards de dollars en 2015 et stagnant jusqu'à ce que la pandémie de Covid-19 vienne encore perturber l'activité. En 2023, les échanges ont atteint 67,5 milliards de dollars, soit une aug-

mentation de 48 % par rapport aux 45,7 milliards de dollars de 2020. Les exportations américaines vers l'Afrique ont atteint 28,7 milliards de dollars, soit une augmentation de 30 %, principalement due aux ventes d'avions et de produits pétroliers raffinés. Les importations ont atteint 38,8 milliards de dollars, soit une augmentation de 63 % par rapport à 2020, principalement grâce au pétrole brut.

La dynamique commerciale entre les États-Unis et le bloc africain montre une concentration significative dans quelques pays et produits, prin-

Figure 1. Dynamique des échanges entre les États-Unis et les pays africains, 2000-2023

Panel A. Commerce entre les États-Unis et l'Afrique, en milliards de dollars américains



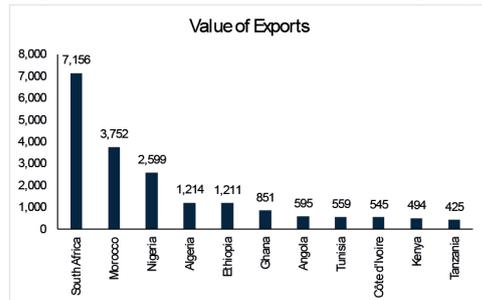
Source : Statistiques du FMI sur la direction du commerce, septembre 2024.

Panel B. Part des États-Unis dans le commerce mondial de l'Afrique (en pourcentage)



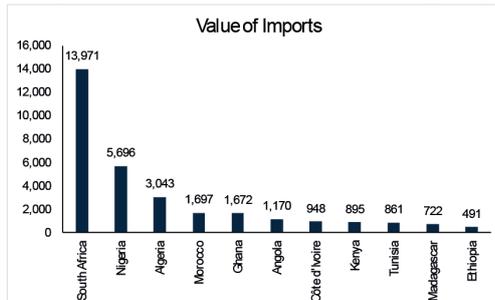
Source : Statistiques du FMI sur la direction du commerce, septembre 2024.

Panel C. Top 10 pays exportateurs vers les États-Unis, en millions de dollars américains, 2023



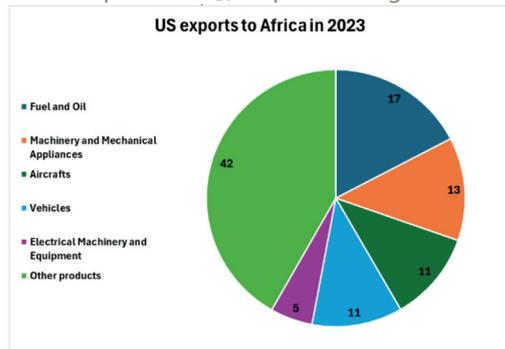
Source : Statistiques du FMI sur la direction du commerce, septembre 2024.

Panel D. Top 10 pays importateurs aux États-Unis, en millions de dollars américains, 2023



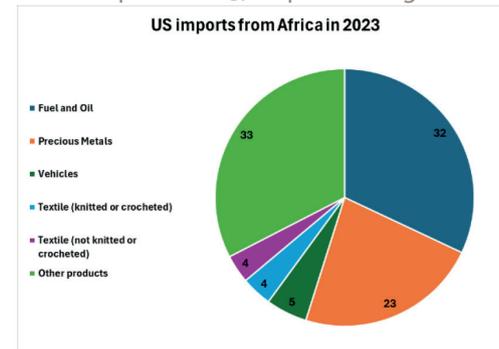
Source : Statistiques du FMI sur la direction du commerce, septembre 2024.

Panel E. Principales exportations américaines vers l'Afrique en 2023, en pourcentage.



Source: TradeMap.

Panel F. Principales importations des États-Unis vers l'Afrique en 2023, en pourcentage.



Source: TradeMap.

principalement sur les carburants, le pétrole et les minéraux (voir **figure 1, Panneaux C à F**). Du côté africain, l'Afrique du Sud est en tête des échanges avec 21 milliards de dollars en 2023, dont 7 milliards de dollars d'exportations et 13 milliards de dollars d'importations. Les principaux partenaires sont l'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Ghana et Nigeria) avec 12,3 milliards de dollars, l'Afrique du Nord (Algérie, Maroc et Tunisie) avec environ 11 milliards de dollars, et l'Afrique de l'Est (Éthiopie, Kenya et Tanzanie) avec 3,5 milliards de dollars. L'Angola et Madagascar sont également des acteurs clés du commerce transatlantique. En outre, en 2023, les carburants et les huiles représenteront 30 % des importations africaines en provenance des États-Unis, tandis que l'Afrique exportera 32 % de son pétrole brut vers les États-Unis. Les métaux précieux représentent 23 % des exportations africaines vers les États-Unis, les échanges de produits transformés et de machines étant limités. L'élargissement du pays participant et l'amélioration de la diversification des produits dans le commerce entre les deux régions sont essentiels pour maximiser les avantages de la chaîne de valeur.

Les principaux concurrents sur le continent dépassent largement l'engagement commercial des États-Unis avec l'Afrique. La trajectoire du commerce entre les États-Unis et l'Afrique a connu une certaine croissance ; cependant, la part des États-Unis dans le commerce total de l'Afrique a considérablement diminué, passant de 16,2 % en 2006 à seulement 5,2 % en 2023. Ce déclin souligne le rôle décroissant des États-Unis dans le paysage économique en évolution de l'Afrique. En revanche, le commerce bilatéral entre la Chine et l'Afrique a bondi à 293,5 milliards de dollars en 2023, dépassant de plus de quatre fois le commerce entre les États-Unis et l'Afrique, selon les statistiques du Fonds monétaire international sur l'orientation du commerce en date de septembre 2024. Ces données révèlent également que l'Union européenne détient une part de 26 % dans ces échanges, tandis que la Chine en représente 16 %. Cette réduction marquée de la part américaine dans les échanges

commerciaux avec l'Afrique pourrait contraindre les décideurs politiques américains à réévaluer et éventuellement à renforcer leurs relations avec les nations africaines, principalement parce que la Chine et la Russie bénéficient de plus en plus d'une perception favorable et d'engagements plus solides de la part des dirigeants politiques africains, des universitaires et de l'ensemble de la population.

Investissements

L'investissement direct des États-Unis en Afrique a considérablement diminué, reflétant une ambition réduite pour le continent. À la fin de l'année 2022, les investissements directs étrangers des États-Unis en Afrique s'élevaient à environ 46 milliards de dollars (voir **figure 2**), soit moins de 1 % de l'ensemble des investissements directs étrangers des États-Unis, qui atteignaient 6,31 billions de dollars. Ce chiffre représente une baisse notable par rapport aux 52 milliards de dollars de 2015. En revanche, l'IDE de la Chine en Afrique pour la même année était plus élevé, avec 50,5 milliards de dollars, ce qui met en évidence une disparité dans les niveaux d'investissement.

En dépit d'une baisse globale, on constate une amélioration sensible de la qualité de l'IDE américain en Afrique, grâce à une diversification croissante des portefeuilles d'investissement. Traditionnellement, les investissements américains étaient fortement concentrés dans le secteur minier, mais les tendances récentes indiquent une évolution notable vers des secteurs non miniers. Cette transition est évidente dans les annonces d'investissements de création qui révèlent une allocation croissante de capitaux à l'industrie manufacturière et aux services (Qiang *et al.*, 2021). Les investissements directs américains dans le secteur minier en Afrique ont chuté de plus de 50 % (2000-2014) à 32 % d'ici 2020. Cette baisse prononcée des investissements miniers a été un facteur essentiel contribuant à la réduction globale des investissements directs américains sur le continent entre 2014 et 2020.

La diminution de l'attrait des entreprises minières africaines pour les investisseurs américains est principalement attribuée à un pivot stratégique vers les sources d'énergie nationales (United States International Trade Commission, 2020). La dernière enquête montre que les investissements directs des États-Unis sont principalement orientés vers des secteurs clés, notamment les technologies de l'information, les télécommunications, les services aux entreprises, les services financiers, l'énergie propre et les transports. Les principaux bénéficiaires de cet afflux de capitaux sont l'Afrique du Sud, l'île Maurice et le Nigeria, qui sont devenus des destinations favorables pour les investisseurs américains.

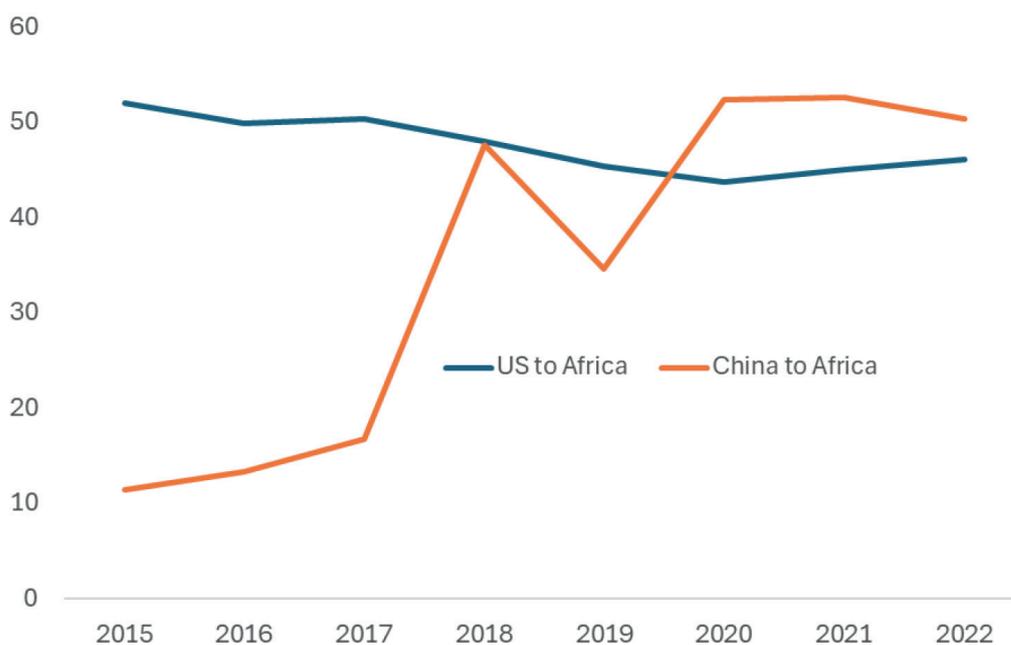
► 3. Regarder vers l'avenir : un examen des politiques

Cette section examine les implications des politiques commerciales et d'investissement des États-Unis à l'égard de l'Afrique dans une Amérique poli-

tiquement divisée. Les États-Unis étant la première économie mondiale, le programme politique de l'administration présidentielle influe considérablement sur le paysage économique mondial, en particulier pour les économies en développement comme celles de l'Afrique. Malgré d'importantes divisions idéologiques entre les administrations républicaines et démocrates sur des questions politiques essentielles, la position générale des États-Unis à l'égard de l'Afrique s'est maintenue. Une analyse détaillée des politiques des États-Unis à l'égard du continent africain révèle un modèle constant d'engagement économique limité, indépendamment des différents cadres idéologiques qui guident chaque administration. Indépendamment des programmes politiques ou des administrations, les initiatives se sont principalement concentrées sur des interventions limitées guidées par des stratégies basées sur l'incitation. Dans la discussion ci-dessous, nous examinons les perspectives politiques des deux camps sur les politiques de commerce et d'investissement en Afrique.

Figure 2. Investissements directs en Afrique

Chine et États-Unis, 2015-2022, milliards de dollars américains.



Source : enquête coordonnée sur les investissements directs du FMI; Enquête coordonnée du FMI sur les investissements directs.

Politiques influençant le commerce

Les politiques commerciales divergentes des républicains et des démocrates illustrent les cadres idéologiques fondamentalement opposés qui sous-tendent leurs programmes respectifs. Les républicains défendent souvent les principes de l'économie de marché, privilégiant la déréglementation et les incitations fiscales pour stimuler la croissance économique. Les républicains sont favorables à la déréglementation et au libre-échange. Par exemple, durant le premier mandat du président Trump, les politiques commerciales « American First » teintées de guerres commerciales ont donné des résultats mitigés, profitant à certaines industries tout en nuisant à l'agriculture en raison des droits de douane chinois. Les guerres commerciales constantes ont accru l'incertitude, ce qui a eu un effet dissuasif sur le commerce (Nana *et al.*, 2024). Dans une phase potentielle de Trump 2.0, le renforcement du protectionnisme inclura probablement une proposition d'augmentation des taxes à l'importation et des droits de douane plus élevés sur les produits chinois, ce qui risque de provoquer une guerre commerciale et d'accroître l'incertitude commerciale. En revanche, les démocrates mettent l'accent sur les mesures protectionnistes et les pratiques commerciales équitables afin de protéger les industries et la main-d'œuvre nationales. Ces convictions fondamentales influencent considérablement les priorités législatives et les approches stratégiques de chaque parti dans les négociations commerciales et la formulation des politiques. Les politiques démocrates donnent la priorité au commerce équitable et à la durabilité, ce qui a un impact sur les nations africaines qui dépendent des préférences commerciales des États-Unis. Par exemple, l'approche de « dérisquage » de l'administration Biden à l'égard de la Chine vise à renforcer la résilience grâce à des chaînes d'approvisionnement diversifiées tout en maintenant certains droits de douane. Le vice-président Harris mettra probablement l'accent sur la coopération multilatérale, la production nationale et des initiatives clés telles que l'ini-

tiative États-Unis-Taiwan sur le commerce numérique et le cadre économique indopacifique pour stimuler l'industrie manufacturière et les énergies renouvelables aux États-Unis.

Du point de vue africain, les relations commerciales avec les États-Unis sont cruciales pour les relations plus larges entre le continent africain et les États-Unis. Bien que les partis républicain et démocrate adoptent des approches différentes, tous deux reconnaissent la nécessité de renforcer et d'étendre les relations commerciales avec l'Afrique. Cet intérêt constant souligne l'importance stratégique des partenariats économiques dans la promotion des relations diplomatiques et la création d'opportunités de croissance mutuellement avantageuses. Des initiatives clés telles que l'AGO (African Growth and Opportunity Act) sont appelées à perdurer, quel que soit le parti au pouvoir. Toutefois, il existe des nuances importantes entre les deux partis. Les républicains sont favorables au libre-échange, tandis que les démocrates accordent la priorité aux droits des travailleurs et à la protection de l'environnement. Cette divergence pourrait avoir de profondes répercussions sur les économies africaines qui dépendent des préférences commerciales des États-Unis. Une évolution vers le protectionnisme de la politique commerciale des États-Unis sous une administration républicaine pourrait avoir un impact négatif sur les exportations africaines. Dans le même temps, une administration démocrate qui mettrait davantage l'accent sur le commerce durable pourrait ouvrir de nouvelles voies pour l'engagement économique et le développement dans la région.

En résumé, indépendamment des affiliations politiques, les administrations républicaines et démocrates ont toujours reconnu que le commerce était un catalyseur essentiel de la croissance économique et de la prospérité. Les deux grands partis, républicain et démocrate, reconnaissent l'importance cruciale des politiques commerciales. Ils ont notamment poursuivi l'initiative de la loi sur la croissance et les possibilités économiques

en Afrique (AGOA) et sont prêts à en renforcer les dispositions.

Politiques influençant l'investissement direct

Les deux plates-formes politiques divergent principalement sur les politiques relatives aux investissements à l'étranger, à l'exception des considérations relatives à la sécurité nationale.

Le programme politique républicain promeut la relocalisation de la production et la réduction de la dépendance à l'égard des produits étrangers, ce qui a un impact sur les investissements à l'étranger des entreprises américaines. Des stratégies telles que le *friend-shoring* et les mesures protectionnistes ont modifié la dynamique des investissements directs étrangers (IDE). La loi sur les réductions d'impôts et les emplois (Tax Cuts and Jobs Act) a abaissé le taux d'imposition des sociétés, encourageant le rapatriement des bénéfices et rendant les investissements à l'étranger moins attrayants, les entreprises optant souvent pour des rachats d'actions. Les conflits commerciaux, en particulier avec la Chine et la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (USMCA), ont créé de l'incertitude, incitant les entreprises à délocaliser leur production au Mexique ou à diversifier leurs activités en Asie. Les droits de douane proposés pourraient encore augmenter les coûts et diminuer l'attrait de la production à l'étranger dans des secteurs tels que l'automobile et la technologie.

De manière surprenante, la stratégie républicaine en matière d'investissements directs à l'étranger vers l'Afrique est sensiblement différente et plus favorable. Par exemple, sous l'administration Trump, qui a introduit l'initiative Prosper Africa en 2019, cette initiative a été conçue pour augmenter les IDE en provenance des États-Unis dans des secteurs clés, notamment la technologie, l'énergie et l'agriculture (Cook & Williams, 2020). Le programme visait à renforcer l'engagement du secteur privé et le commerce bilatéral, aboutissant

à 547 nouveaux accords d'une valeur de 14,2 milliards de dollars en 2023 – ce qui représente une croissance de 60 % d'une année sur l'autre. Si une administration Trump 2.0 devait voir le jour, elle pourrait chercher à soutenir l'initiative Prosper Africa, en se concentrant sur une meilleure coordination intra-agence et en cultivant des partenariats avec des nations africaines stratégiquement alignées dans des domaines critiques tels que l'énergie et l'infrastructure. Toutefois, la mise en œuvre de politiques de délocalisation pourrait limiter l'efficacité et les gains potentiels de ces investissements.

Pour les démocrates, les politiques en matière d'IDE concilient la compétitivité économique et la sécurité nationale. Le parti soutient les réformes fiscales progressives visant à accroître les obligations fiscales des personnes à hauts revenus et des entreprises, à supprimer les échappatoires fiscales et à ajuster les taux d'imposition des plus-values. Ces mesures pourraient décourager la délocalisation de certaines industries et renforcer les investissements des États-Unis à l'étranger. En matière de commerce, les démocrates favorisent la coopération multilatérale et les accords commerciaux globaux tout en accordant la priorité aux droits du travail et aux pratiques équitables, ce qui peut réduire les incertitudes et promouvoir les investissements directs transfrontaliers.

En Afrique, la politique étrangère des démocrates s'est concentrée sur le renforcement de l'engagement économique et du développement durable. Le président Biden a doublé le budget annuel de l'initiative Prosper Africa pour le porter à 160 millions de dollars par rapport à l'administration Trump. Le sommet États-Unis-Afrique de décembre 2022 a réuni 49 dirigeants africains et a introduit un programme d'investissement de 55 milliards de dollars pour les secteurs de la santé et de l'énergie propre sur trois ans. L'administration Biden a également pour objectif de mobiliser 600 milliards de dollars d'investissements dans les infrastructures mondiales, avec

plus de 1,5 milliard de dollars déjà alloués au corridor de Lobito, qui relie l'Angola, la République démocratique du Congo et la Zambie. Une éventuelle administration Harris devrait poursuivre cette approche, en encourageant les investissements directs des États-Unis pour soutenir le développement économique mondial.

Indépendamment des affiliations politiques, les administrations républicaines et démocrates ont historiquement favorisé des politiques favorables à l'investissement sur le continent africain. Toutefois, les initiatives prises jusqu'à présent ont été caractérisées par des interventions sporadiques et insuffisamment financées. Les deux partis ont soutenu l'initiative Prosper Africa qui, malgré son potentiel, reste largement sous-financée pour développer efficacement l'IDE américain dans la région.

Proposition d'approfondissement du commerce et de l'investissement

Compte tenu de l'argument selon lequel les liens commerciaux et d'investissement entre les États-Unis et l'Afrique ne sont pas à la hauteur des attentes, il est essentiel d'examiner les options permettant de renforcer le commerce transatlantique. La présente section examine quelques options à prendre en considération.

Tout d'abord, il est nécessaire de disposer de cadres politiques solides qui reflètent le paysage géopolitique dynamique, et l'on ne saurait trop insister sur l'intensification de la concurrence entre les grandes économies pour l'influence en Afrique. L'Afrique est un nœud de défis critiques en matière de développement, de climat et de sécurité, ce qui en fait un point central pour les intérêts stratégiques mondiaux. Alors que la concurrence s'intensifie pour les ressources, les avantages technologiques et l'influence géopolitique, il est de plus en plus impératif pour les États-Unis d'établir un partenariat transformateur avec les nations africaines. Ces cadres politiques devraient transcender les clivages partisans et s'appuyer sur des principes fondamentaux afin d'accroître les

opportunités de commerce et d'investissement sur le continent.

En outre, les nations africaines pourraient et devraient développer des cadres politiques stratégiques pour renforcer les liens économiques avec les États-Unis. L'accent devrait être mis sur le renforcement des fondamentaux structurels qui améliorent l'attrait du continent pour le commerce et l'investissement. Cela nécessite la mise en œuvre de réformes structurelles substantielles visant à la libéralisation du marché, à l'amélioration des infrastructures nationales et à l'augmentation des capacités de production. Les États-Unis peuvent jouer un rôle central dans l'orientation des pays africains vers une trajectoire axée sur le marché en fournissant une aide étrangère ciblée et des initiatives d'investissement qui s'alignent sur ces objectifs.

En outre, il est essentiel pour les pays africains de tirer parti de la ZLECAf. En février 2023, 46 des 54 signataires avaient ratifié l'accord visant à renforcer le commerce et l'investissement en réduisant les barrières tarifaires et non tarifaires, offrant ainsi aux investisseurs un accès plus large au marché continental. La ZLECAf ouvre de nouvelles voies aux entreprises américaines pour investir en Afrique et favorise les relations commerciales de collaboration avec les entreprises africaines. Il devrait stimuler de manière significative la création d'emplois, la croissance économique et la réduction de la pauvreté, se positionnant ainsi comme une force de transformation de l'économie africaine.

En outre, des initiatives telles que l'AGOA et Prosper Africa devraient exploiter stratégiquement l'accord de la ZLECAf pour maximiser leur impact. L'AGOA est un mécanisme essentiel pour encourager les industries orientées vers l'exportation dans les pays africains, tandis que Prosper Africa apporte un soutien essentiel aux entreprises africaines pour leur permettre d'accéder au marché des États-Unis. En tirant parti des synergies entre les deux politiques, les industries africaines

peuvent capitaliser sur la capacité de marché élargie de la ZLECAf pour renforcer la dynamique de la chaîne d'approvisionnement, améliorer l'efficacité opérationnelle et augmenter la production en vue de l'entrée sur le marché mondial. Le renouvellement en cours de l'AGOA est essentiel pour renforcer le partenariat économique des États-Unis avec l'Afrique. L'AGOA a permis de réduire les barrières commerciales et d'attirer les investissements, et une nouvelle législation bipartisane a été proposée pour prolonger ses dispositions jusqu'en 2041. Bien que des initiatives telles que Prosper Africa offrent un cadre solide, elles sont actuellement confrontées à d'importantes limitations de financement qui entravent les efforts d'expansion. Un plan Marshall adapté au secteur privé africain est essentiel pour combler cette lacune. Une telle stratégie s'appuierait sur les collaborations avec les grandes entreprises américaines et établirait des mécanismes pour atténuer les risques d'investissement sur les marchés africains.

Enfin, les nations africaines ont une occasion unique d'exploiter le potentiel de la communauté africaine mondiale et de la diaspora africaine résidant aux États-Unis pour stimuler le commerce et l'investissement sur le continent. Les entreprises appartenant à des Africains prospèrent dans divers secteurs, tels que la technologie, la finance, la mode et le divertissement, et ont la capacité de renforcer le commerce et l'investissement entre les États-Unis et l'Afrique. La diaspora peut jouer un rôle essentiel en facilitant le commerce intracommunautaire, en encourageant la mobilité des capitaux et en augmentant les flux d'investissement pour le progrès économique en Afrique et au-delà. Les gouvernements africains doivent reconnaître l'influence économique significative de la diaspora africaine, en particulier celle qui vit aux États-Unis, lorsqu'ils élaborent des stratégies visant à attirer les investissements. Il est essentiel de mettre en œuvre des initiatives ciblées visant à impliquer les entreprises afro-américaines. En outre, le recours à des lobbyistes pour défendre les intérêts africains dans les cercles politiques améri-

cains sera important pour obtenir un soutien aux initiatives de développement sur le continent.

► Conclusion

Cet article explore les interactions économiques entre les États-Unis et l'Afrique, en se concentrant sur les complexités du commerce et de l'investissement. Les liens historiques entre les États-Unis et l'Afrique impliquent des éléments d'extraction de rente et des influences géopolitiques. Malgré les différences idéologiques entre les administrations républicaines et démocrates, l'approche des États-Unis à l'égard de l'Afrique est restée cohérente, caractérisée par un engagement économique limité et des stratégies axées sur les incitations, quel que soit le parti au pouvoir.

Les échanges commerciaux et les investissements entre les États-Unis et les pays africains ont considérablement diminué ces derniers temps. Bien que l'Afrique soit un moteur de croissance potentiel dans l'économie mondiale, les interactions avec les États-Unis ont eu tendance à diminuer pendant deux décennies, avec des résultats inférieurs à ceux d'autres marchés émergents comme la Chine et l'Union européenne.

Un consensus bipartisan existe aux États-Unis concernant l'importance du commerce pour la croissance économique en Afrique, bien que les administrations républicaines et démocrates abordent cette question différemment. Les deux partis soutiennent généralement des cadres favorables à l'investissement. Toutefois, leurs initiatives, telles que l'initiative Prosper Africa, ont souvent été sporadiques et sous-financées, ce qui limite leur capacité à stimuler les investissements étrangers directs américains dans la région.

Compte tenu des défis actuels en matière de commerce et d'investissement entre les États-Unis et l'Afrique, les décideurs politiques doivent réévaluer leurs stratégies. Les approches fon-

damentales pourraient inclure l'élaboration de cadres politiques solides pour renforcer l'attrait de l'Afrique pour les investissements, la mise en œuvre de réformes structurelles, l'exploitation de la ZLECAf, l'alignement sur les initiatives existantes et la mobilisation des ressources de la diaspora africaine aux États-Unis. Ces mesures pourraient renforcer de manière significative les liens économiques entre les deux régions.

► Références

- **Commission du commerce international des États-Unis (USITC)** (2020) "U.S. Trade and Investment with Sub-Saharan Africa: Recent Trends and New Developments," USITC Publication No 518.
- **Cook N., Williams B. R.** (2020) "The Trump Administration's Prosper Africa Initiative", dans: *Congressional Research Service Reports*.
- **Falola T., Njoku R. C.** (2020) "US and Africa relations, 1400s to the present", Yale University Press, 416 p. ISBN: 9780300234831.
- **Nana I., Ouedraogo R., Tapsoba J. S.** (2024) "The Heterogeneous Effects of Uncertainty on Trade", IMF Working Paper No. 2024/139. Disponible sur: <https://ssrn.com/abstract=4897801> ou <http://dx.doi.org/10.5089/9798400281785.001>.
- **Oramah B.** (2021) "Afreximbank in the Era of the AfCFTA", *Journal of African Trade*, vol.8 (issue 2), art.7. DOI: <https://doi.org/10.2991/jat.k.211208.002>.
- **Oyebade A.** (2018) "The US and Africa", dans: Shanguhya M. S., Falola T. (eds.), *The Palgrave Handbook of African Colonial and Postcolonial History*.
- **Programme des Nations unies pour l'environnement (UNEP)** (2024) *Our work in Africa*, UNEP Publications. Retrieved from: <https://www.unep.org/regions/africa/our-work-africa>.
- **Qiang C.Z., Kusek P., Steenberg V., Viney B.** (2021) "The Road to Recovery in Sub-Saharan Africa: Capitalizing on Transformative Opportunities from Shifting FDI Patterns," World Bank Blog, *Africa Can End Poverty*.
- **Woronoff J.** (2009) *Historical Dictionaries of US Diplomacy*, Scarecrow Press, Toronto.



Créée en 2003, la **Fondation pour les études et recherches sur le développement international** vise à favoriser la compréhension du développement économique international et des politiques qui l'influencent.



Contact

www.ferdi.fr

contact@ferdi.fr

+33 (0)4 43 97 64 60

n° ISSN : 2275-5055

Directeur de la publication : Patrick Guillaumont

